

Dialogisme

Périodique de Culture & Développement asbl

« L'action dialogique n'admet pas un sujet qui domine et un objet dominé, mais seulement des sujets qui se rencontrent pour déchiffrer le monde, pour le transformer »

Paulo Freire (1974)

asbl Culture &
Développement
cultureetdeveloppement.be

automne 2025



**Faire face au tournant
autoritaire et réactionnaire**

Sommaire

Édito	3
Du gouvernement des ingénieurs au gouvernement des imposteurs ?	6
« L'extrême droite a gagné en influence, même là où elle n'est pas au pouvoir » - Entretien avec Benjamin Biard	12
Comprendre le tournant réactionnaire, à la lumière de l'histoire du fascisme - Entretien avec Stéphanie Prezioso	20
L'ère de la post-vérité	30
Pour aller plus loin	34

DIALOGISME

PÉRIODIQUE ÉDITÉ PAR CULTURE ET DÉVELOPPEMENT ASBL,
AVEC LE SOUTIEN DE LA FÉDÉRATION WALLONIE BRUXELLES.

SIÈGE SOCIAL : RUE DE LA FRATERNITÉ 7 – 1030 BRUXELLES
SIÈGE D'ACTIVITÉ – ADMINISTRATIF : RUE DU BEAU-MUR 50 – 4030 LIÈGE

CONTACT : COMMUNICATION@CULTUREETDEVELOPPEMENT.BE

édito

Déchiffrer le monde pour le transformer

Vous avez sous les yeux le premier numéro de *Dialogisme*, la nouvelle publication de Culture et Développement (C&D). En tant que réseau d'associations d'éducation permanente, C&D a pour objectif de susciter la réflexion critique et le débat, tout en développant des alternatives et des solidarités concrètes au quotidien en Wallonie et à Bruxelles.

Notre association entend jouer un rôle dans la construction d'une société plus démocratique, plus juste, plus solidaire, plus tolérante, plus égalitaire, respectueuse des droits élémentaires, moins excluante. Un ensemble de valeurs présentes depuis sa fondation en 1971, et plus que jamais au cœur de notre réseau et de nos actions.

Dialogisme se fixe comme objectif de contribuer au débat et à la réflexion critique au sein de notre réseau mais aussi vers l'extérieur, en partant des préoccupations et des questionnements de nos publics. Son nom revendique la démarche dialogique chère au pédagogue brésilien Paulo Freire (dont notre réseau s'inspire depuis ses débuts) qui vise à passer d'une conscience basée sur l'expérience quotidienne à une conscience critique.

En tant qu'acteur·ices du monde associatif, il nous est impossible de rester muet·tes face au basculement du monde, au tournant autoritaire et réactionnaire – allant jusqu'au génocide, perpétré par le gouvernement israélien d'extrême droite contre le peuple palestinien. C'est pourquoi il nous semblait indispensable de commencer par un état des lieux de la période, tant en Belgique, où l'on assiste à une extrême-droitisisation de la politique sous l'impulsion de partis « traditionnels », qu'à l'international.

Nous ouvrons ce numéro sur une analyse de la guerre culturelle revendiquée par la droite, allant de pair avec une politique de casse sociale tout aussi revendiquée.

Nous poursuivons avec une interview de Benjamin Biard, chercheur au Centre de Recherche et d'Information socio-politiques (CRISP), sur la place qu'occupe l'extrême droite en Belgique, ainsi que sur l'influence qu'elle exerce sur le champ politique en général.

C'est ensuite l'historienne Stéphanie Prezioso qui revient pour nous sur la définition historique du fascisme et sur les parallèles avec la période actuelle.

Enfin Pascale Smeesters, animatrice de Culture et Développement à Châtelineau, décortique la notion de post-vérité à la suite d'un café citoyen et des questionnements des participant·es. Nous clôturons ce numéro avec quelques idées d'outils pédagogiques et de pistes pour aller plus loin.

Cette revue se veut un outil de réflexion, mais son objectif est aussi et surtout de faire déboucher celle-ci sur une praxis émancipatrice. En d'autres termes, et pour reprendre les mots de Paulo Freire : *« déchiffrer le monde pour le transformer »*.

LA COORDINATION DE CULTURE ET DÉVELOPPEMENT

CE NUMÉRO EST ILLUSTRÉ AVEC LES PRODUCTIONS DE PARTICIPANTES DES ATELIERS
« EXPRESSIONS FÉMINISTES » ORGANISÉS PAR LE GAFFI ASBL AVEC L'ARTISTE AXELLE VANOLI,
ET EXPOSÉES DANS LE CADRE DE « ARTS ET ALPHA » 2024-2025.



Du gouvernement des ingénieurs au gouvernement des imposteurs ?

Au lendemain des élections de juin 2024, une phrase du président du MR, Georges-Louis Bouchez, avait particulièrement marqué les esprits : « *On va gérer le pays comme des ingénieurs, pas comme des poètes* ». Avec le recul, il semblerait que la politique menée par le gouvernement depuis lors soit davantage porteuse d'idéologie que d'efficacité.

PAR SÉBASTIEN BRULEZ
CHARGÉ DE COMMUNICATION ET RÉDACTEUR
POLITIQUE EN ÉDUCATION PERMANENTE

Dans un premier temps cette phrase (1) nous apparut comme problématique, non seulement parce qu'elle laissait entrevoir les attaques futures contre le secteur socio-culturel, mais aussi parce qu'elle induit indirectement que la société pourrait être gérée uniquement sur base de paramètres techniques (dans ce cas précis les paramètres de l'économie néolibérale) et non sur base de délibérations démocratiques.

Il n'y aurait, par conséquent, aucune place pour l'humain, le subjectif, le non rentable. Bref, nous serions condamnés à vivre dans une société plongée, comme l'écrivait Marx, « *dans les eaux glacées du calcul égoïste* ».

Notons au passage que des ingénieurs ont répondu par une carte blanche publiée dans *La Libre*, en dénonçant justement cette vision de société : « *Comme si on pouvait 'gérer la société' comme on 'gère' la conception d'un avion ou d'un pont. Comme si on pouvait gérer le pays uniquement avec des indicateurs économiques obsolètes comme le PIB ou dans le même mirage technosolutionniste que celui qui nous ferait 'régler' le climat.* » (2)

Avec le recul des mois écoulés depuis les élections de juin 2024, ils'avèrent aujourd'hui qu'en plus d'être problématique, cette promesse était fautive. Les mesures annoncées et mises en place par les



Manifestation du 14 octobre 2025 à Bruxelles. (Photo : Sébastien Brulez)

différents gouvernements nous laissent penser que le pays n'est pas gouverné par des ingénieurs, mais par des idéologues. Ce qui est en train de se mettre en place n'est pas un « *retour à l'équilibre budgétaire* » par une série de réformes « *nécessaires* », mais une véritable guerre culturelle assumée qui vise à transformer la société en profondeur.

Guerre culturelle sur tous les fronts

Dans une longue interview accordée à la revue *Wilfried*, le président du MR détaille son projet : « *Pourquoi suis-je resté ici, à la présidence du MR, plutôt que de devenir ministre ? C'est aussi pour mener cette guerre culturelle.* » (3)

Dans un langage cru, GLB décoche les uppercuts contre la RTBF, les programmes « *wokes* », la culture, la coopération au développement (« *ça ne sert à rien, c'est un milliard d'euros d'argent gaspillé* ») ; il revient également sur ce qu'il qualifie de victoire idéologique (« *Ceci est très important, car on touche aux ressorts du basculement qui s'est opéré en juin dernier. Magnette, je l'ai battu idéologiquement, en tout cas sur une élection.* »)

L'idée n'est pas ici de personnaliser à outrance notre analyse, mais les déclarations du Montois ont l'avantage d'être limpides et de donner une vision claire du projet qui est en marche.

Dans cette guerre culturelle, le MR dispose aussi de son outil d'éducation permanente : le centre Jean Gol. Et celui-ci ne s'embarrasse pas de considérations d'ingénieurs, comme le souligne le politologue Pascal Delwit (ULB) dans une interview au *Soir* : « *Ce discours [celui du centre Jean Gol] est objectivement similaire à celui de la droite radicale européenne* », estime-t-il. « *C'est du reste une perspective peu scientifique. La manière d'aborder ces thèmes ne passe pas la rampe dans les revues scientifiques. Mais peu importe.* » (4)

Cette « guerre culturelle » n'est que l'aspect idéologique d'une attaque de grande ampleur contre le système social hérité de l'après-guerre et d'une volonté de transformation radicale des rapports de force qui régissaient jusqu'ici la société belge. Le patronat ne s'y trompe d'ailleurs pas et se sent pousser des ailes. Frank Beckx, le patron du Voka (l'organisation patronale flamande), renchérisait durant l'été : « *Les réformes du gouvernement fédéral, c'est le minimum* ». (5)

Une politique de classe et de casse

Il est impossible ici de détailler l'ensemble des mesures prises ou à venir. Prenons cependant l'une des plus commentée et des plus symboliques : la limitation des allocations de chômage à maximum deux ans. D'après les chiffres rendus publics par le ministre de l'Emploi David

Clarival, 184.463 personnes seront concernées par les différentes phases de la réforme. En d'autres termes, 184.463 personnes perdront, à terme, leur droit aux allocations de chômage.

Or, que disent les chiffres ? Selon l'Onem (6), en juillet 2025 il y avait en Belgique 278 237 chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emplois. Pour combien d'emplois vacants ? 163 562 dans l'ensemble du pays, d'après les chiffres de l'office belge de statistique (Statbel) au second trimestre 2025. (7) Soit moins que le nombre d'exclues du chômage ! Soit un déficit de près de 115 000 postes par rapport au nombre total de bénéficiaires d'allocations de chômage actuels ! Quant à la promesse du gouvernement fédéral d'atteindre un taux d'emploi de 80% en 2029, le Bureau du Plan estime qu'elle ne sera pas tenue. (8)

Si on creuse encore un peu les chiffres, on observe que le nombre d'emplois vacants est plus important en Flandre, alors que le nombre de demandeur-euses d'emploi est plus important en Wallonie. « *Avec 65,21% de l'ensemble des emplois vacants en Belgique, la Région flamande reste la région du pays présentant le plus grand nombre d'emplois vacants. Elle est suivie par la Région wallonne avec 22,08% et la Région de Bruxelles-Capitale avec 12,71%.* », souligne Statbel. Or, les personnes touchées par la réforme vivent majoritairement en Wallonie : « *Parmi*

les 184.463 personnes concernées par la réforme, 46,3% habitent en Wallonie, hors communauté germanophone (85.350), 31,1% en Flandre (57.400), 22,1% à Bruxelles (40.775) et 0,5% de la Communauté germanophone (937). Près de la moitié d'entre elles sont considérées comme 'peu scolarisées' (87.820, 47,6%) », indique la VRT. (9)

Cette « guerre culturelle » n'est que l'aspect idéologique d'une attaque de grande ampleur contre le système social hérité de l'après-guerre et d'une volonté de transformation radicale des rapports de force.

Cette mesure semble donc aller davantage dans le sens de la guerre idéologique mentionnée plus haut (« *Les gens me disent qu'ils en ont marre de payer pour ceux qui ne font rien* », commentait cet été David Clarival, ministre de l'Emploi, au journal *L'Écho*) (10), plutôt que dans le sens d'une réelle volonté d'offrir un emploi stable et digne aux personnes actuellement au chômage. Par ailleurs, les chiffres compilés par le CEPAG (11) montrent que sur la dernière décennie, les limitations du droit aux allocations de chômage et à ce que l'on appelait jadis les « *prépensions* », menées par les différents gouvernements, se sont traduites notamment par une augmentation du nombre de bénéficiaires des CPAS (+60%)

ainsi que du nombre de personnes en incapacité de travail de longue durée (+83% !)

Quel sera l'effet d'une telle mesure dans les mois et années à venir ? Une précarisation accrue des personnes concernées, qui n'auront d'autre choix que d'accepter n'importe quel boulot, même précaire, pour pouvoir subvenir à leurs besoins.

Autre mesure emblématique approuvée lors de l'accord d'été de l'Arizona : la suppression de l'interdiction du travail de nuit, et la limitation de la définition légale de celui-ci. Jusqu'ici étaient considérées comme un travail de nuit les heures prestées entre 20h et 6h (pendant au moins 3h), dorénavant seules les heures entre minuit et 5h seront considérées comme travail de nuit. Autrement dit, si la nuit est trop longue pour les profits capitalistes, raccourcissons-là !

Ces mesures et bien d'autres (généralisation des flexi-jobs, remise au travail des malades de longue durée, augmentation du travail étudiant exempté de cotisations sociales, augmentation des heures supplémentaires possibles sans sursalaire...) convergent vers une précarisation accrue et une augmentation de la conflictualité sociale. Et sur ce dernier point, le gouvernement se prépare à une riposte répressive : « *Le gouvernement Arizona évoque à nouveau l'interdiction*

judiciaire de manifester dans l'accord de gouvernement », s'inquiète Amnesty International. (12)

Cet été, le gouvernement a approuvé un avant-projet de loi du ministre de l'Intérieur, Bernard Quintin (MR), visant à interdire l'activité d'organisations dites « radicales et extrémistes » en Belgique.

(13) Plus récemment, suite aux mobilisations à Liège contre sa venue à l'occasion des 20 ans du Centre Jean Gol, le président du MR s'est illustré par une nouvelle menace d'interdiction : « Nous allons travailler au niveau du gouvernement et du Parlement pour dissoudre la structure antifa. Cette structure est elle-même une structure aux procédés fascistes. Elle est aujourd'hui et sans aucun doute, le plus grand danger pour notre démocratie compte tenu de son comportement récurrent et de son usage systématique à la violence pour faire entendre ses arguments ».

Accuser les antifascistes d'être les vrais fascistes : « les perversions sémantiques de l'extrême droite se banalisent », comme l'analysait déjà *Médiapart* en 2021 (14). Pas de poésie donc, mais une belle prose autour des grands principes de la démocratie, et une seule ingénierie : celle de la casse sociale et de la répression.

Notes

(1) Georges-Louis Bouchez (MR) à *La Libre* : « On va gérer le pays comme des ingénieurs, pas comme des poètes », entretien avec Frédéric Chardon, 15/06/2024, *lalibre.be*

(2) « Des ingénieurs répondent à Georges-Louis Bouchez », carte blanche de Pedro Correa, Jérôme Meessen, Antonin Descampe, François-Olivier Devaux, Julien Pestiaux et Gauthier Polet, 19/06/2024, *lalibre.be*

(3) « Dans ma vision, la RTBF pourrait être privatisée ou supprimée », entretien avec François Brabant, *Wilfried* n°30, printemps 2025.

(4) « Wokisme, migration, traditions : comment le centre Jean Gol s'est mué en outil de la guerre culturelle du MR », Bernard Demonty, 31/12/24, *lesoir.be*

(5) « Frank Beckx, nouveau patron des patrons flamands (Voka) : 'Les réformes du gouvernement fédéral, c'est le minimum' », 29/08/2025, *RTBF.be*

(6) Statistiques interactives de l'Office national de l'Emploi, *onem.be*

(7) « Baisse du nombre d'emplois salariés vacants », 11/09/2025, *statbel.fgov.be*

(8) « Un taux d'emploi proche de 80 % ? L'Arizona ne tiendra pas sa promesse », Dominique Berns, 11/06/2025, *lesoir.be*

(9) « La limitation des allocations de chômage à 2 ans adoptée en commission de la Chambre », 09/06/2025, *vrt.be*

(10) « David Clarinval, ministre de l'Emploi : 'Les gens me disent qu'ils en ont marre de payer pour ceux qui ne font rien' », 26/07/2025, *lecho.be*

(11) « Défendre le chômage, c'est défendre l'emploi », CEPAG, 2024, disponible sur *cepag.be*

(12) « Le droit de protester à nouveau menacé en Belgique », coalition Droit de protester, 20/06/2025, *Amnesty.be*

(13) « Interdire les organisations radicales et terroristes en Belgique : un avant-projet de loi vise notamment l'organisation pro palestinienne Samidoun », 25/07/2025, *RTBF.be*

(14) « Des 'antifas' traités de fascistes : les perversions sémantiques de l'extrême droite se banalisent », 10/12/2021, *mediapart.fr*



« L'extrême droite a gagné en influence, même là où elle n'est pas au pouvoir »

Benjamin Biard est docteur en sciences politiques, chercheur au Centre de Recherche et d'Information socio-politiques (CRISP), et chargé de cours invité à l'UCLouvain. Ses thèmes de recherche principaux sont la démocratie, les idéologies et les partis politiques. Nous l'avons interviewé sur la place qu'occupe l'extrême droite en Belgique, ainsi que sur l'influence qu'elle exerce sur la droite et sur le champ politique en général.

PROPOS RECUEILLIS LE 6 AOÛT 2025

Commençons par la base : quelles sont les principales caractéristiques de l'extrême droite – ou plutôt devrait-on parler « des » extrêmes droites – et qu'est-ce qui la distingue de la droite traditionnelle ?

J'ai toujours tendance à définir l'extrême droite à partir de trois critères, qui en fait permettent de définir ce qu'est une idéologie : l'idéologie c'est à la fois une conception du monde tel qu'il est, une conception du monde tel qu'il devrait être et un programme d'action qui permet de passer du premier au second.

Si on applique ça à l'extrême droite, la conception du monde « *tel qu'il est* » c'est une conception profondément inégalitaire, qui accorde une attention majeure aux différences entre les

individus à partir de leur ethnie, de leur prétendue « *race* » (il existe encore des formations à l'extrême droite qui s'expriment ouvertement de cette manière), sur base de la civilisation (par exemple Éric Zemmour avait utilisé ce terme durant la campagne de 2022 en France).

Le deuxième critère, la conception du monde « *tel qu'il devrait être* », c'est une conception profondément nationaliste. C'est-à-dire la volonté d'un territoire homogène sur le plan des premiers critères : ethnique, « *racial* », civilisationnel par exemple.

Le troisième critère, qui est fondamental (parce que l'extrême droite ce n'est pas qu'une droite plus à droite qu'une autre, il y a aussi le mot « *extrême* » dedans),

c'est un programme d'action qui va mettre la démocratie sous tension, soit en étant ouvertement violent sur le plan physique (les agressions par exemple), soit sur le plan symbolique.

Je pense que c'est la meilleure manière, la plus courte en tout cas, de définir ce qu'est une idéologie d'extrême droite. Et ça laisse la porte ouverte à des déclinaisons : Vous parlez vous-même « *des* » extrêmes droites, on retrouve des extrêmes droites plus ou moins violentes : une extrême droite néonazie il y a quelques années avec Aube Dorée en Grèce par exemple ; une extrême droite qu'on qualifiera plus volontiers de populisme de droite radicale avec le Vlaams Belang en Flandre et le Rassemblement national en France par exemple, qui sont des formes d'extrême droite bien entendu, mais qui semblent respecter davantage le jeu démocratique, a priori en tout cas.

Comment expliquer qu'aucun parti ouvertement d'extrême droite n'ait réussi à s'implanter en Belgique francophone ces dernières décennies ?

On peut dire que l'extrême droite reste marginale, en réalité depuis les années 30. On a eu l'expérience rexiste avec Degrelle, brièvement (surtout les résultats de 1936). Ensuite, après la Seconde Guerre Mondiale, on a eu des volontés de développement de groupuscules, de petits partis selon les périodes. Une des percées les plus importantes, mais qui reste en réalité assez marginale,

a été celle du Front national lors des élections en 1991. À l'époque, ce résultat a mené à qualifier le jour du vote de dimanche noir, mais le FN n'a obtenu qu'un siège sur 212 donc un impact assez limité. Et puis on a eu un grand nombre de partis, de nombreuses scissions du Front national (...) Puis une série d'autres formations, le Parti populaire par exemple ou un des derniers en date, le parti Chez Nous.

« J'ai tendance à définir l'extrême droite à partir de trois critères : une conception profondément inégalitaire de la société, un projet nationaliste et un programme d'action qui met la démocratie sous tension ».

Sur le constat, on est tout à fait d'accord : l'extrême droite semble plongée depuis plusieurs décennies dans une forme de marginalité côté francophone, en incluant aussi Bruxelles. Si on s'en tient au résultat des élections de 2024, notamment au niveau local, Bruxelles n'a aucun élu d'extrême droite, donc on voit la difficulté que rencontre l'extrême droite à Bruxelles et en Wallonie, y compris côté germanophone pour être tout à fait complet.

Les raisons sont plurielles. Je pense qu'on ne peut pas dire que c'est un acteur, une stratégie ou un contexte particulier qui explique ça, mais c'est un faisceau

d'éléments à la fois internes et externes. Sur les facteurs internes, c'est-à-dire propres à l'extrême droite, j'en vois au moins deux : le premier, c'est l'incapacité de l'extrême droite à sortir des querelles intestines très profondes qui la caractérisent depuis des décennies. Le deuxième élément c'est son incapacité à se doter d'un leader suffisamment charismatique, comme le fut sans doute Léon Degrelle dans les années 30.

Trois autres facteurs au moins peuvent permettre de comprendre cette situation, davantage externes, qui ne dépendent pas directement de l'extrême droite. Le premier (je les cite dans cet ordre mais il n'y en a pas nécessairement un plus important que l'autre), c'est le cordon sanitaire médiatique comme réalité purement belge francophone, qui se matérialise par le fait de ne pas donner la parole librement en direct sur les médias audiovisuels à des représentants notamment d'extrême droite. (...)

Ce cordon médiatique a encore une importance (même si elle décroît sans doute à travers le temps, au fur et à mesure où les canaux traditionnels d'information et de communication réduisent en portée par rapport aux réseaux sociaux). D'une part parce qu'il réduit la visibilité des formations d'extrême droite, d'autre part parce que ça évite toute forme de banalisation de l'extrême droite.

Autre facteur externe, c'est la force, la détermination et la mobilisation de la société civile. Entendu au sens très large, ça peut être les organisations d'éducation permanente, par exemple à travers leurs missions de sensibilisation, de déconstruction des discours d'extrême droite. Ça peut être plus spécifiquement les forces antifascistes qui, ça a pu être démontré, jouent un rôle déterminant aussi dans la faiblesse de l'extrême droite en Belgique francophone, qui entendent par tous les moyens, je dirais, empêcher l'extrême droite de se développer.

« Les forces antifascistes jouent un rôle déterminant dans la faiblesse de l'extrême droite en Belgique francophone »

Et puis dernier facteur, même si on peut en trouver d'autres, c'est la faiblesse du sentiment d'identité nationale au sud du pays. Là où c'est beaucoup plus clair en Flandre sur une base flamande, en France aussi sur une base plus nationale, c'est beaucoup moins évident côté francophone et même germanophone. Et donc pour un parti qui, par définition (souvenez-vous c'était le deuxième critère de la définition) est nationaliste, c'est beaucoup plus difficile de faire reposer son discours lorsque ce sentiment d'appartenance à une nation commune est plus faible au sein de la population.

Ça ne veut pas dire que la situation est

immuable, elle pourrait tout à fait être amenée à évoluer dans le temps si l'un ou l'autre de ces facteurs venait à s'estomper ou tout simplement à s'affaiblir.

Justement, on observe depuis quelques temps une assez claire droitisation du Mouvement réformateur (le MR, parti historiquement de droite libérale) en particulier sous l'impulsion de son président Georges-Louis Bouchez qui notamment assume le fait de mener une « guerre culturelle », mais aussi à travers le Centre Jean-Gol, son centre d'études, dont les thèmes de prédilection rappellent les thématiques chères à l'extrême droite : le danger d'un prétendu wokisme, le port du voile à l'école, l'immigration, etc. Pensez-vous que le MR est en train de dériver à l'extrême droite ?

Je ne pense pas. Je sais que c'est très tendance, souvent plutôt dans certains milieux militants. Certains de mes confrères peuvent l'envisager de cette manière-là, mais ils sont quand même très rares (je pense à une seule personne en réalité). Mais globalement, il me semble que clairement le MR n'est pas d'extrême droite, dans le sens où c'est un parti qui reste dans le giron démocratique. C'est une caractéristique fondamentale. Mais la question est néanmoins intéressante parce que je crois qu'elle est légitime. C'est-à-dire qu'il y a plusieurs indicateurs qui indiquent que, effectivement, il y a une évolution

qui s'opère au sein du MR.

Ces indicateurs, ce sont des prises de position parfois plus assumées, plus franches, sur certaines thématiques. Des positions plus conservatrices aussi. Là où, il y a quelques années, le MR assumait de jongler entre un positionnement plus libéral et un positionnement plus conservateur de manière à rassembler le plus grand électorat possible, aujourd'hui on voit que le MR s'assume de plus en plus comme formation conservatrice. On a toute une série de déclarations de Georges-Louis Bouchez mais pas seulement (je pense à Pierre-Yves Jeholet aussi, dans le cadre d'un débat avec un représentant du PTB lors de la campagne 2024), qui n'auraient pas étonné si elles avaient été tenues par un représentant d'extrême droite. (1)

On a aussi un parti qui a reçu dans ses rangs certains membres issus d'une formation d'extrême droite. Il y en a vraisemblablement trois, si mes connaissances sont bonnes, dont un qui n'est pas anodin puisqu'il s'agit de Noa Pozzi, qui a été un cadre de ce petit parti d'extrême droite Chez Nous, membre du bureau politique, responsable provincial à Liège et à ce titre d'ailleurs a tiré la liste fédérale dans la circonscription de Liège en 2024.

On a donc quelques indicateurs, on pourrait sans doute en ajouter d'autres, qui montrent que, en effet, il semble

y avoir évolution au sein du MR et la question de son positionnement actuel est tout à fait légitime. À côté de cela, je pense qu'il a d'autres éléments qui permettent de répondre que ça ne conduit pas nécessairement le MR à être qualifié d'extrême droite.

Le premier c'est l'analyse des programmes électoraux. Et à l'analyse de ceux-ci, clairement on ne peut pas dire que le Mouvement réformateur est un parti d'extrême droite sur le plan idéologique [selon les 3 critères définis...] Deuxième élément, ça reste me semble-t-il un parti d'abord et avant tout positionné sur des questions socio-économiques, comme priorité idéologique. Le clivage socio-économique reste le clivage structurant pour le Mouvement réformateur et on le voit aujourd'hui dans le gouvernement De Wever avec des positionnements très clairement à droite en matière de chômage, avec sa volonté de couper de manière drastique les budgets dans certains secteurs, y compris dans la fonction publique. En la matière, peut-être que le MR s'est encore plus droitisé dans le sens libéral du terme.

Ensuite, c'est vrai qu'il assume davantage son flanc conservateur. Ça c'est un fait, mais être conservateur, ça ne veut pas dire être d'extrême droite.

Peut-on dire que le MR occupe aujourd'hui l'espace qui serait disponible pour un parti d'extrême droite ? Et existe-t-il des études en

Belgique qui permettent de dresser un profil du public davantage perméable aux idées d'extrême droite ?

Généralement l'électorat d'extrême droite se distingue à trois égards sur le plan sociologique, de l'électorat d'un parti de droite plus classique (par exemple le MR). D'abord sur la question du genre, on a beaucoup plus d'hommes que de femmes qui votent pour les formations d'extrême droite. Ensuite l'âge : les partis d'extrême droite généralement captent une part significative du vote des jeunes. Et puis il y a la question du diplôme. Généralement l'électorat des formations d'extrême droite dispose d'un capital socio-éducatif plus faible que la moyenne. Alors qu'on a tout l'inverse en général pour les formations de droite plus classiques. L'extrême droite recueille en partie des votes d'électeurs qui ont perdu confiance dans le fonctionnement de la démocratie. C'est-à-dire des électeurs qui émettent un vote sanction, qui ne votent pas pour l'extrême droite par idéologie, mais par volonté de sanctionner les partis du système.

Pour la question relative au MR : il n'y a personne à sa droite (de crédible en tout cas) qui parvient à capter les voix de l'extrême droite. Donc, il arrive dans une certaine mesure à capter les voix d'un segment d'électeurs qui auraient pu, ou qui par le passé ont voté pour la droite de la droite.

Le Cevipol, dans le cadre de son sondage de sortie des urnes le 9 juin 2024 (2), révèle que 64,2% des électrices et des électeurs (mais comme je vous le disais, surtout des électeurs) qui avaient voté pour le Parti populaire et pour les Listes Destexhe en 2019, ont voté MR en 2024. Ce n'est pas anodin, ça veut dire que presque 2/3 des électeurs qui avaient opté pour un parti situé à la droite de la droite en 2019 se sont dirigés vers le MR. Est-ce ici une conséquence de ce repositionnement du Mouvement réformateur ? À mon sens, aucune étude ne permet de le démontrer. Mais je pense que c'est une hypothèse plausible. Est-ce que ça veut dire que le MR occupe l'espace de l'extrême droite ? Je n'irais pas jusque-là.

Parlons un peu de la Flandre : le principal partenaire du MR au gouvernement, c'est la N-VA. Elle n'est évidemment pas comparable au Vlaams Belang, cependant elle siège au Parlement européen dans le même groupe que le parti de Georgia Meloni en Italie ou que le parti de Marion Maréchal en France. Comment caractérisez-vous la N-VA ?

C'est une question qu'on me pose souvent. La N-VA pour moi n'est pas un parti d'extrême droite. En tout cas d'un point de vue politologique, la N-VA n'a jamais été considérée comme un parti d'extrême droite. Son prédécesseur la Volksunie non plus. Ça ne veut pas dire qu'on ne retrouve pas des éléments d'extrême droite à certains moments de

l'histoire de ces partis. Pour moi la N-VA est une formation clairement conservatrice sur le plan des valeurs ; clairement à droite avec un positionnement libéral, voire néolibéral, sur les questions socio-économiques (qui semble, et ça aussi c'est assez nouveau, dépassée par le MR sur ce positionnement).

Et puis évidemment, ce n'est pas une formation de droite comme les autres, ce n'est pas une formation de droite libérale comme l'Open VLD. La N-VA est une formation de droite conservatrice mais aussi nationaliste, en ce sens indépendantiste. Alors on pourrait dire : voilà, elle coche la première, la deuxième case peut-être de la définition de l'extrême droite que j'ai fourni tout à l'heure... Mais à mon sens, elle reste dans le cadre démocratique.

Ayant dit tout cela, il y a quand même une nuance à amener. La N-VA est un parti hétérogène qui est composé de différentes tendances, comme un peu toutes les formations politiques. Je pense qu'on a effectivement, en interne de la N-VA, une faction, une tendance incarnée sans doute par notre ministre de la Défense Theo Francken et par Jan Jambon, qui est très proche de l'extrême droite et qui d'ailleurs s'est déjà réjoui de la perspective de pouvoir gouverner avec le Vlaams Belang.

En ce qui concerne son appartenance au groupe des Conservateurs et réformistes

européens (CRE) au niveau du Parlement européen, c'est une difficulté à laquelle la N-VA s'est retrouvée confrontée à plusieurs reprises. Ce groupe n'est pas, je pense, un groupe d'extrême droite comme c'est le cas du groupe initié par Viktor Orban, au sein duquel siège Jordan Bardella et d'autres du Rassemblement national, du Vlaams Belang et autres. Ce n'est pas non plus cet autre groupe au sein duquel siège par exemple le parti de d'Éric Zemmour ou d'autres formations comme l'AfD allemande, encore plus radicale. Mais c'est clair qu'au sein du CRE, il y a des formations d'extrême droite, au premier rang desquels Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni.

L'appartenance de la N-VA à ce groupe a d'ailleurs été questionnée en interne, notamment d'un point de vue stratégique pour se distancier de cette étiquette d'extrême droite qui leur est dans une certaine mesure collée à la peau. Mais je pense qu'il y a des raisons beaucoup plus pragmatiques qui les empêchent d'aller ailleurs. C'est le fait que l'Open VLD siège au sein de Renew Europe et que le CD&V siège au sein du PPE. En fait, c'est au sein du groupe du Parti populaire européen (PPE) que la N-VA serait sans doute le plus à l'aise. Mais le fait que le Cd&V, parti flamand concurrent, y siège déjà, joue peut-être un rôle qui empêche la N-VA de rejoindre le PPE.

Finalement, comment pourrions-nous conclure cet échange ?

J'ajouterai en guise de conclusion, le fait que (et je crois que c'est vraiment important) l'extrême droite a gagné en influence. L'extrême droite est influente, qu'elle soit elle-même au pouvoir, comme c'est aujourd'hui le cas en Italie, en Finlande ou dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, l'Estonie, la Bulgarie, la Pologne, la Hongrie évidemment. Mais aussi, influente là où elle n'est pas au pouvoir.

Et cette influence s'exerce à travers d'autres partis, à travers l'opinion publique. Il y a une tendance à la « droitisation », mais comme je le disais l'extrême droite ce n'est pas simplement être un peu plus à droite, c'est aussi mettre sous tension la démocratie. Et on voit effectivement qu'aujourd'hui une série d'éléments, notamment les droits humains, sont mis à mal, voire parfois menacés, par des décisions qui sont adoptées par des acteurs qui ne sont pas d'extrême droite, mais qui pourraient peut-être le devenir.

Le meilleur exemple en l'occurrence, c'est le Fides hongrois de Viktor Orban, un parti qui n'était pas d'extrême droite (il y avait un vrai parti d'extrême droite qui existe toujours, le Jobbik, parmi les plus radicaux d'Europe, ouvertement antisémite, qui a mis sur pied une milice paramilitaire au début des années 2000 pour en découdre avec les minorités Roms notamment). Le parti de Viktor Orban apparaissait lui comme un parti démocratique. Ce n'est que progressivement à partir de 2010,

lorsqu'il a retrouvé le pouvoir, que Viktor Orban s'est radicalisé et aujourd'hui son parti est un cas assez typique d'extrême droite européenne.

Je pense qu'on n'en est pas encore là en ce qui concerne les partis belges, que ce soit N-VA ou Mouvement réformateur, on en est encore loin me semble-t-il. Mais ça ne veut pas dire qu'ils ne subissent pas l'influence de l'extrême droite. Et j'irais même peut-être plus loin encore, cette influence ne s'exerce pas que sur des partis de droite ou de centre droit. Des formations parfois plus à gauche subissent cette influence. À l'étranger, le meilleur exemple c'est sans doute le cas des socio-démocrates danois qui, sous l'influence de l'extrême droite, ont adopté toute une série de politiques publiques clairement marquées de l'empreinte de l'extrême droite.

« L'influence de l'extrême droite ne s'exerce pas que sur des partis de droite ou de centre droit. Des formations parfois plus à gauche subissent aussi cette influence ».

Pour la Belgique, on cite souvent le cas du « plan en 70 points » mis en évidence par le Vlaams Blok en 1992 pour, je cite : « résoudre le problème de l'immigration ». Parmi ces 70 points, beaucoup ont été mis en œuvre par des partis plus traditionnels dès les années 90, avec par exemple la multiplication des centres fermés pour demandeurs d'asile ou encore la création

en 1999 d'un secrétariat d'Etat à l'Asile et à l'Immigration sous le gouvernement Verhofstadt.

Ce qu'on observe, dans une certaine mesure et sans faire de généralités, c'est vraiment l'influence de l'extrême droite avec globalement une droitisation de l'opinion sur une série de thématiques notamment migratoires ou identitaires; mais aussi une influence très forte sur les autres partis qui ont tendance alors à s'ouvrir parfois davantage soit aux partis d'extrême droite en collaborant avec eux ou alors tout simplement en récupérant une part de leur rhétorique, certaines propositions électorales et en mettant en œuvre eux-mêmes certaines de leurs propositions. On a ainsi une influence de plus en plus perceptible et une porosité je dirais, de cette idéologie qui aujourd'hui semble dépasser les formations qui clairement peuvent être qualifiées d'extrême droite.

Notes :

(1) Le dimanche 1er juin 2024, lors d'un débat sur le plateau de l'émission « Rendez-vous », sur RTL-TV, alors qu'ils étaient interrogés sur leur position concernant le port de signes convictionnels et du voile, le candidat MR Pierre-Yves Jeholet avait lancé au candidat du PTB Nabil Boukili : « Il y a des règles et on les respecte. Si ça ne vous plaît pas, vous n'êtes pas obligé de rester en Belgique ».

(2) Centre d'Étude de la Vie Politique (Cevipol), « Les dynamiques du vote en Wallonie le 9 juin 2024 », disponible sur cevipol.phisoc.ulb.be

Comprendre le tournant réactionnaire, à la lumière de l'histoire du fascisme

Stéfanie Prezioso est historienne, spécialiste du fascisme et de l'antifascisme et Professeure d'histoire contemporaine à l'Université de Lausanne. Elle revient pour *Dialogisme* sur les caractéristiques du « *fascisme historique* », ainsi que sur les points communs et différences avec la situation actuelle.

PROPOS RECUEILLIS LE 27 AOÛT 2025

En tant qu'historienne vous vous êtes intéressée aux fascismes européens du XXe siècle. Quelles en étaient les caractéristiques principales ?

Je dirais que le fascisme est un mouvement politique d'extrême droite qui trouve sa pleine expression en Italie et en Allemagne dans les années 1920, 1930 et 1940. Violemment antimarxiste, impérialiste et raciste, il entend détruire les droits et les libertés démocratiques, et se fonde sur le rejet de l'égalité, la stigmatisation des plus faibles et l'offensive contre les femmes. Il utilise la violence et la terreur, mais aussi l'embrigadement pour imposer une nouvelle hiérarchie entre les êtres humains.

J'ajouterais à cela, en reprenant l'analyse du libéral Luigi Salvatorelli, fin observateur

de la montée de Mussolini vers le pouvoir, qu'il s'agit d'un mouvement autonome, un « *parti organisé pour ses propres objectifs, visant la conquête du pouvoir pour ses propres fins* ». Comme l'écrivait le socialiste révolutionnaire Carlo Rosselli, assassiné en 1937, il est à la fois « *réaction de classe et crise morale* ». Ou, pour le dire différemment, il ne peut se concevoir sans les crises politique, sociale, économique et morale qui suivent la Première Guerre mondiale. Il ne peut triompher sans l'action combinée de la violence paramilitaire et de la répression d'État, ni sans le développement d'un véritable mouvement de masse. Il ne peut conquérir les esprits sans cette fusion inédite d'éléments apparemment disparates de conservatisme et de modernité.



Enfin, le fascisme n'a pu se déployer que lorsque le mouvement ouvrier n'a plus représenté une menace : c'est l'idée de la contre-révolution préventive que souligne, dès le début des années 1920, l'anarchiste italien Luigi Fabbri.

Mais certains de ces traits se retrouvent aussi dans d'autres systèmes autoritaires, ce qui complique sa définition. En outre, l'usage générique du terme « *fascisme* » peut soulever de nombreuses questions quant à sa définition et à son périmètre d'application. Il n'est pas rare, encore aujourd'hui, de lire un ouvrage sur le nazisme sans aucune référence, ou presque, au fascisme italien, ou même de voir ranger le fascisme italien dans les systèmes autoritaires « *classiques* ».

L'antifasciste italien Angelo Tasca affirmait en 1938 que « *définir le fascisme, c'était en écrire l'histoire* », car « *il y a plusieurs fascismes, dont chacun recèle des tendances multiples, parfois contradictoires, et qui peuvent évoluer jusqu'à changer certains de leurs traits essentiels. Définir le fascisme signifie le surprendre dans cette évolution [...]* »

Et je pense que c'est dans cette direction qu'il s'agit d'aller, afin de tendre vers une histoire transnationale du fascisme, attentive aux adaptations.

On assiste aujourd'hui à une montée de mouvements et de figures d'extrême droite un peu partout dans le monde.

Quels sont les éléments de continuité et les différences entre le fascisme historique et les mouvements d'extrême droite actuels ?

La question de la qualification de la période actuelle est complexe à de nombreux égards, comme le montre l'inflation de termes et de concepts visant à cerner ce « *nouvel* » ennemi. Le débat semble hypnotisé par l'idée d'un « retour du fascisme » : une obsession liée bien sûr à la place centrale du fascisme dans l'histoire du XX^e siècle et dans son imaginaire collectif, mais aussi à la « *tension* » qui existe entre « *les faits historiques et leur transcription linguistique* ».

Comme l'a souligné l'historien états-unien Robert O. Paxton, le fascisme est un mot qui produit plus de chaleur que de lumière. Devenu rapidement une invective, il a été très tôt utilisé pour stigmatiser l'adversaire, quel qu'il soit. L'approcher constitue donc une tâche complexe, qui relève à la fois d'un travail éthique et culturel de révision constante, de discernement et de distinction. Cette difficulté est renforcée par la tendance croissante à une défascisation rétrospective du fascisme, observable tant dans la production historiographique que dans la mémoire collective.

Pour certains, l'usage du mot demeure essentiel, car il offrirait un cadre prédictif : agiter le danger du fascisme permettrait de mobiliser les forces

sociales nécessaires pour contrer l'agenda politique des extrêmes droites contemporaines. Vu d'Italie, je ne suis pas certaine que cela fonctionne, tant le mot a été usé jusqu'à la corde pour inciter la population à voter pour « *le moindre mal* », même « *en se bouchant le nez* », selon l'expression utilisée par Matteo Renzi lors de la campagne électorale de 2018. Ceux qui pensaient qu'agiter constamment le « *danger du fascisme* » suffirait à détourner presque mécaniquement l'électorat de figures perçues comme telles ont dû constater que ce vocabulaire n'a pas vraiment aidé à penser la réalité. Il a, au contraire, permis de faire l'économie d'une analyse fine d'une conjoncture inédite.

« Les extrêmes droites contemporaines visent à détruire les droits et libertés fondamentales, mais aussi les syndicats et, plus largement, les mouvements sociaux... »

Pour d'autres, l'usage du mot reste contre-productif, car il nous enfermerait dans les grilles de lecture du passé, empêchant une analyse rigoureuse des phénomènes politiques actuels.

Cela ne signifie pas qu'il n'existe aucune continuité historique avec le fascisme ; mais n'y avait-il pas déjà des éléments de continuité évidente entre le fascisme et la droite nationaliste réactionnaire du XIX^e siècle ?

Les extrêmes droites contemporaines partagent avec le fascisme historique un certain nombre de traits : nationalisme, racisme, antisémitisme, islamophobie, impérialisme, homophobie, lesbophobie, autoritarisme et antimarxisme. Elles visent à détruire les droits et libertés fondamentales, mais aussi les syndicats et, plus largement, les mouvements sociaux. Elles mènent une offensive contre les droits des femmes et désignent des boucs émissaires. Ce rejet de l'autre s'accompagne d'un discours identitaire excluant, destiné à légitimer des politiques autoritaires au nom de la défense d'une nation prétendument menacée. De ce point de vue, les stratégies discursives et électorales de figures comme Donald Trump aux États-Unis, Giorgia Meloni en Italie ou Javier Milei en Argentine rappellent celles utilisées par Mussolini ou Hitler.

Leurs conditions d'émergence présentent également des analogies : crises économiques et sociales durables, crise de la représentation et de la légitimité des partis politiques traditionnels, perte de repères et crise morale. Mais, dans le même temps, le contexte actuel est profondément différent.

Parmi les différences majeures, on peut citer le rapport à l'État. Le fascisme historique prônait un renforcement de l'État. L'extrême droite contemporaine, en revanche, est ultralibérale et souhaite réduire l'État à ses seules fonctions

régaliennes. Javier Milei brandit ainsi une tronçonneuse comme symbole de la destruction des services publics, tandis qu'Elon Musk incarne une vision libertarienne où l'État est perçu comme un obstacle au développement du capitalisme. Pourtant, paradoxalement, jamais l'État n'a été autant sollicité pour sauver le secteur financier.

Le fascisme s'appuyait sur des mouvements de masse, organisés autour d'une idéologie structurée et encadrés par des organisations paramilitaires (comme les Sections d'Assaut – SA – en Allemagne ou les Chemises noires en Italie). Leur objectif était notamment de détruire les organisations ouvrières et progressistes, à une époque où celles-ci rassemblaient des millions de membres.

Aujourd'hui, la question du mouvement de masse est plus ambiguë. Certes, il existe des groupes d'extrême droite actifs et violents, mais ils ne sont pas centralisés ni institutionnalisés comme force armée spécifique d'un mouvement unifié. Leurs actions sont plus diffuses, souvent relayées par des communautés en ligne. Leur influence se manifeste surtout lors des échéances électorales, mais aussi dans la « guerre culturelle » menée sur les réseaux sociaux et dans une « ignorance » entretenue culturellement.

Il n'est pas rare de voir réduire le fascisme à un ensemble de pulsions, d'instincts, de fantasmes culturels, ou d'en faire

un simple synonyme de toutes les formes de réaction obscurantiste, de conservatisme ou d'autoritarisme, même en l'absence de ses « *traits distinctifs* ». L'usage du concept s'élargit ainsi, en deçà et au-delà du fascisme historique. Ne faut-il pas alors s'interroger sur le sens de ce mot aujourd'hui ? Ne constitue-t-il pas plutôt une sorte « *d'oreiller de paresse* », permettant d'éviter une analyse concrète de la situation politique dans laquelle nous sommes plongés depuis près de vingt ans ? Je le dis avec d'autant plus d'inquiétude que je garde en mémoire l'incapacité de nombreux antifascistes des années 1920 et 1930 à comprendre ce qu'ils avaient sous les yeux. Or, comment combattre un ennemi que l'on ne parvient pas à saisir ?

Comment analyser la période actuelle alors ?

Ce qui complique encore davantage l'analyse est que le « *ventre* » de certains de ces mouvements est constitué de personnes qui se réclament ouvertement du nazisme et du fascisme — par leurs symboles, leurs gestes, leurs tenues, etc. — et qui l'affichent aujourd'hui avec une vigueur renouvelée, comme on a pu le voir récemment à Paris ou à Milan. Par ailleurs, c'est bien à cette famille politique que se rattache, par exemple, le parti de la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, Fratelli d'Italia. Les fameuses « *racines qui ne gèlent*

jamais », auxquelles son personnel politique fait référence, sont bien celles du fascisme et du néofascisme d'après-guerre. Comme le souligne David Broder dans un petit ouvrage percutant qui leur est consacré, ce sont bel et bien « *les petits-enfants de Mussolini* » (1) qui sont aujourd'hui au pouvoir en Italie. La question demeure alors : comment qualifier la période actuelle ?

« Il me semble que l'on peut — que l'on doit — parler d'un tournant autoritaire et réactionnaire, mais dont il convient de saisir les spécificités. »

Dans cette optique, je serais tentée, à l'instar de l'historien italien Enzo Traverso, de considérer que le concept de fascisme est à la fois indispensable et inadéquat. Traverso utilise la notion de postfascisme afin de signaler la continuité à travers la transformation. L'usage du terme « *fascisation* » ne me convainc pas, car il tend à effacer la rupture qualitative entre régimes autoritaires et régimes fascistes. Lorsque j'entends ce terme, je ne peux m'empêcher de penser à ce qu'écrivait Léon Trotsky : « *Insister sur le fait que le fascisme est déjà là, ou nier la possibilité même de son arrivée au pouvoir, revient politiquement à une seule et même chose. En ignorant la nature spécifique du fascisme, la volonté de le combattre se trouve inévitablement paralysée* ».

Pour ma part, il me semble que l'on peut

— que l'on doit — parler d'un tournant autoritaire et réactionnaire, mais dont il convient de saisir les spécificités.

Car bien que l'on puisse évoquer, comme le fait notamment Miguel Urbán dans son ouvrage *Trumpismos* (Verso Libros, 2024, non traduit en français), une vague réactionnaire globale partageant certains traits communs, des agendas similaires ou, dans certains cas, les mêmes références intellectuelles, son histoire et sa généalogie diffèrent considérablement selon les contextes. Ainsi, l'extrême droite latino-américaine n'émerge pas d'une crise de l'hégémonie néolibérale, comme en Europe et aux États-Unis, mais du recul d'un cycle progressiste qui avait lui-même constitué une réponse à la crise du néolibéralisme à la fin des années 1990. Les extrêmes droites ne peuvent donc pas — et ne doivent pas — être envisagées comme un bloc homogène, que ce soit dans leur histoire, leur enracinement, leur base sociale ou les conditions politiques, sociales et économiques qui les ont portées, les portent ou pourraient les porter au pouvoir.

En outre, au-delà du point de bascule que certains auteurs situent en 2008, la montée des extrêmes droites n'est pas un phénomène linéaire. Elles ont connu, et connaissent encore, des reculs : pensons au triomphe de la Lega de Matteo Salvini aux élections européennes de 2019 et à la faible part

des voix qu'elle recueille désormais, ou encore aux échecs électoraux de Donald Trump après son premier mandat, ou de Jair Bolsonaro au Brésil.

Cependant, il ne fait aucun doute à mes yeux que nous sommes confrontés aujourd'hui à un phénomène inédit : l'accélération d'une vague réactionnaire mondiale, dont la légitimité ne repose pas seulement sur un « *compromis autoritaire* » entre élites dominantes et mouvements d'extrême droite, comme dans l'entre-deux-guerres, mais aussi — et peut-être surtout — sur leur alliance au cœur même de l'État et de l'establishment.

Cela apparaît de façon évidente aux États-Unis, où Donald Trump provient directement des rangs du Parti républicain. En Italie également, la coalition au pouvoir est en réalité la même qu'il y a trente ans : Fratelli d'Italia s'y est consolidé de l'intérieur, obtenant en retour la légitimité qui manquait au parti héritier du Mouvement social italien (MSI), formation néofasciste née immédiatement après la Seconde Guerre mondiale.

Comprendre ces bouleversements politiques globaux implique plus que jamais de poser deux questions fondamentales : qu'est-ce que le capitalisme aujourd'hui ? comment en saisir les transformations et leurs effets politiques, économiques et sociaux ? Mais

aussi, plus largement : quel est le rapport entre le capitalisme et la démocratie ? Ces interrogations nourrissent actuellement des débats passionnants, notamment dans la *New Left Review* et dans *Jacobin* US, à la recherche de concepts mieux adaptés pour saisir la situation présente.

Ainsi, les auteurs Dylan Riley et Robert Brenner ont avancé l'idée d'un nouveau « *capitalisme politique* », caractérisé par la pénétration des sphères du pouvoir politique par de grands groupes privés, au service d'une dynamique autoritaire qui leur permet d'obtenir des surprofits considérables dans une phase de croissance ralentie. L'exemple est frappant : Elon Musk a investi près de 300 millions de dollars dans la campagne de Donald Trump.

Dans un texte publié sur AOC (2) vous reprenez une citation de Wendy Brown qui parle d'un « *ressentiment de classe sans conscience de classe* ». Cette montée des extrêmes droites, elle intervient aussi en miroir d'une déroute historique de « *la gauche* », au sens large du terme, et en l'absence d'un projet émancipateur ?

La croissance de la vague réactionnaire et autoritaire mondiale actuelle ne surgit pas de nulle part. Elle a été alimentée par une radicalisation des politiques et des discours néolibéraux après la crise de 2008, par une augmentation brutale des inégalités, par l'accélération de la destruction des vestiges de l'État-

providence et par la précarisation de millions de travailleurs. L'insécurité, la peur, la souffrance, la frustration, l'aliénation et l'impossibilité de se projeter dans l'avenir ont nourri ce « *ressentiment de classe sans conscience de classe* ».

L'Italie apparaît une fois de plus comme un laboratoire, un cas paradigmatique pour analyser ces transformations et l'assèchement des potentialités qu'avait portées la gauche. À la merci de la solitude et de l'exploitation, les travailleuses sont passées d'une classe capable de se penser comme moteur du changement social à une « *classe fantôme* », stigmatisée par la sphère politique italienne. Ces évolutions se sont accompagnées de transformations socioculturelles d'ampleur, telles que la remise en cause de l'État social, liée à la glorification de la responsabilité individuelle.

Pour paraphraser la politologue Wendy Brown, le néolibéralisme a masqué et dépolitisé la reproduction des inégalités, en opérant une « *déprolétarianisation* » des salarié-es destinée à « *les amener à adopter les modes de pensée et de comportement des entrepreneurs* ». La stigmatisation parallèle des étrangers et des chômeurs a servi de diversion à la colère sociale montante. Ces tendances lourdes se sont imposées au fil des crises économiques successives depuis la fin des années 1980, transformant progressivement — mais



implacablement — l’horizon des luttes. Le Welfare State [État providence] a été remplacé par un « *welfare d’entreprise* », dont l’acceptabilité auprès d’une partie de la population a été renforcée par la réduction drastique du rôle de l’État et par les spécificités du capitalisme italien, de type familial.

L’enchaînement des crises économiques a aggravé les conditions de vie et de travail des salarié·es, transformant en profondeur l’horizon politique et la légitimité sociale de la lutte. Le *backlash* [retour de bâton] paraît d’autant plus déterminant qu’il s’est accompagné d’une « *dynamique d’adaptation constante au pire* », nourrie par une banalisation de l’injustice et par une décomposition du rapport des Italien·nes à l’État. Après vingt ans de berlusconisme, l’un des mouvements ouvriers les plus imposants d’Europe occidentale s’est effondré presque sans résistance. Puis ce fut au tour de Rifondazione Comunista, l’un des partis majeurs de la gauche combative européenne, qui avait réussi au début du XXI^e siècle à faire la jonction avec de nouveaux secteurs sociaux mobilisés (jusqu’à l’émergence de Syriza en Grèce et de Podemos en Espagne). La montée actuelle de l’extrême droite ne peut être pensée indépendamment de cet effondrement de la gauche.

À cela s’ajoute l’irruption du Mouvement 5 étoiles, né de l’opposition large au berlusconisme. Ce mouvement a capté,

réorganisé et vidé de son contenu un vocabulaire propre à la gauche, attirant une partie de ses intellectuels phares, pour ensuite élargir sa base de masse. Il a prospéré sur la décomposition du champ politique italien et s’est nourri de la lymphe du berlusconisme, représentant ainsi une « forme inédite de destruction de la démocratie ».

L’éclatement du lien social a été masqué par l’appel au « *peuple* », aux « *gens* », contre les « *puissants* », une rhétorique qui tend à neutraliser la conscience de soi, des autres et des multiples dimensions collectives de notre humanité. Elle rejette les contestations dans un univers pré-politique. Antonio Gramsci écrivait dans ses *Cahiers de prison* : « *Négliger et, pis, mépriser les mouvements spontanés, c’est-à-dire renoncer à leur donner une “direction” consciente, à les élever à un plan supérieur en les insérant dans la politique, cela peut avoir souvent de très graves et très sérieuses conséquences. Un mouvement “spontané” des classes subalternes s’accompagne presque toujours d’un mouvement réactionnaire de la droite de la classe dominante et cela pour des motifs concomitants [...]* »

Le tournant réactionnaire et autoritaire a ainsi réussi à s’imposer et à consolider une avancée électorale significative en s’appuyant sur la petite et moyenne bourgeoisie, mais aussi sur des couches de salariés — en particulier masculines et blanches — sensibles à l’idée martelée

qu’« *il n’y a pas assez pour tout le monde* ». J’ajouterai que ce tournant autoritaire est renforcé par l’aggravation de la crise climatique.

La crise économique a débouché sur une crise de légitimité du néolibéralisme et sur une contestation politique à large spectre. Depuis le milieu des années 1990, des mouvements ont cherché à contrer par en bas un cours des choses présenté comme « *inéductable* » et « *nécessaire* » pour éviter le « *pire* ». Ce fut d’abord l’altermondialisme, puis, après 2008, les révolutions du monde arabe, les Indignés espagnols, Occupy aux États-Unis.

Ces mobilisations ont inventé un nouveau répertoire d’action collective (dont l’usage du Web 2.0 n’est qu’un aspect), mais surtout une nouvelle manière de concevoir la politique, en rupture avec les partis de la gauche traditionnelle et les directions des grandes centrales syndicales. Trop vite classés dans la catégorie « *négative* » du populisme ou de l’anti-politique par la presse et par une partie des intellectuels « *progressistes* », ces mouvements ont pourtant constitué des soubresauts nécessaires. Néanmoins, ils n’ont pas débouché sur la constitution d’organisations politiques durables ni sur la définition d’un horizon stratégique commun, susceptible de faire converger les milliers de luttes menées au cours des trente dernières années, souvent contre vents et marées.

De quelle manière pouvons-nous, collectivement, contribuer à recréer cette conscience de classe ?

La partie n’est pas perdue, si la gauche passe à l’offensive. Et passer à l’offensive veut dire ne pas se laisser hypnotiser par l’agenda de l’extrême droite, mais bien avancer un agenda qui est le nôtre, offrir un horizon d’attente désirable. C’est aussi tenter de gagner la bataille culturelle engagée aujourd’hui par l’extrême droite dans les médias, les médias sociaux, mais aussi par les politiques gouvernementales, programmes scolaires, censures à large spectre, réhabilitation du révisionnisme historique en Italie, aux États-Unis...

Enfin c’est mener des luttes collectives ensemble, car seule la lutte portée collectivement est en mesure d’élever le niveau de conscience.

Notes :

(1) David Broder (2023) *Mussolini’s Grandchildren. Fascism in Contemporary Italy*, Pluto Press, non traduit en français.

(2) Stéphanie Prezioso, « Fascisme : hier, aujourd’hui, demain ? », 29 mai 2025, *aoc.media*

L'ère de la post-vérité

En février dernier, lors d'un café citoyen de Culture & Développement la Vallée à Châtelineau, nous avons abordé une thématique bien d'actualité : la post-vérité. Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous avons commencé par nous demander ensemble ce qu'était la vérité. Question philosophique s'il en est !

PAR PASCALE SMEESTERS
ANIMATRICE À LA VALLÉE,
CULTURE & DÉVELOPPEMENT CHÂTELINEAU

Qu'est-ce que la vérité ? Peut-on y accéder ? Parmi les participant-es, il y avait un consensus sur la classique « *vérité-correspondance* », selon laquelle la vérité est la correspondance entre une affirmation et la réalité. Cette définition suppose une position réaliste : il existe une réalité extérieure indépendante de notre esprit. Ceci s'oppose à l'idéalisme, qui affirme qu'il n'y a pas de réalité extérieure indépendante de notre esprit. Nous vivrions alors dans un monde d'idées... Bon, ça personne ne l'a soutenu, heureusement !

Il existe également une autre définition de la vérité : la « *vérité-cohérence* ». Une proposition serait alors vraie dans un système donné si elle découle logiquement des principes de ce système. On retrouve cela par exemple dans les mathématiques.

Mais revenons à la vérité-correspondance, qui est l'acception la plus admise de la vérité. Se pose alors cette question épineuse et épistémologique : pouvons-nous avoir accès à cette réalité extérieure et donc à la vérité ?

Et c'est là que les Romains s'empoignent ! Selon les partisan-es d'une position sceptique, nous ne pouvons pas avoir un accès total, fiable et transparent à la réalité. « *Notre connaissance est finie* », dira une participante. « *On peut néanmoins tenter d'approcher la vérité* », rétorque un autre participant. On pense notamment à la question de la science : qu'est-ce qu'une vérité scientifique ? Ce ne seraient que des modélisations de la réalité toujours approximatives ? Un simple consensus ?

Certain-es défendaient alors le constructivisme : notre connaissance de la réalité serait une simple construction de notre esprit, culturellement ancrée. « *C'est le groupe dominant qui impose sa vérité, son opinion, aux autres.* » Certains disaient alors que « *la vérité n'existe pas* ». Quid alors de la science ? Pour les constructivistes, la vérité scientifique est une vérité... mais seulement pour les communautés basées sur la science. La science est alors souvent critiquée comme outil d'un colonialisme

occidental dans le domaine du savoir. Mais comment expliquer alors que des théories scientifiques sachent prédire des événements futurs dans la réalité ?

Certain-es choisissaient le relativisme : à chacun sa vérité, « *chacun son point de vue* », toute vérité est relative. Mais comment vivre ensemble dans ce cas ? Face à tant de visions différentes de la vérité et de notre accès à celle-ci, comment s'y retrouver ? Comment faire société ?

Et la post-vérité, alors, ce serait quoi ?

L'expression « *post-vérité* » est en réalité récente (1992) et nous vient des États-Unis, sous la plume de Steve Tesich. Le concept est ensuite repris par de nombreux auteurs pour commenter l'univers politico-médiatique contemporain. Mais ce serait quoi, la post-vérité ?

Pour y répondre, nous avons écouté une intervention de Clément Viktorovitch, docteur en sciences politiques et enseignant la rhétorique, dans l'émission Entre les lignes de France Info. D'après lui : « *Le problème, c'est que plus personne ne croit en rien, ou plutôt, que chacun croit en ce qu'il veut. Et ce qui disparaît alors, c'est notre capacité à débattre sur des fondements communs, c'est-à-dire le cœur même de notre démocratie.* »

Si on reprend ce qu'on a dit avant, le problème serait donc le relativisme !

Mais nous serions, selon Viktorovitch et d'autres théoriciens, rentrés dans l'ère de la post-vérité, une ère d'indifférence à la vérité : « *Peu importe que ce soit vrai ou faux, tout ce qui compte est que ce soit efficace, et que suffisamment de personnes aient envie d'y croire.* »

Déjà en 1986, le philosophe américain Harry Frankfurt faisait, dans *De l'art de dire des conneries* (sic ! En anglais : *On bullshit*, encore mieux), la différence entre un menteur et un baratineur : tandis qu'un menteur s'intéressera à la vérité pour mieux la cacher à ses interlocuteurs, un baratineur n'en aura cure, n'étant intéressé que par ses objectifs propres. Il conclut alors : « *Les conneries sont un ennemi plus grand de la vérité que les mensonges* ».

Selon le dictionnaire d'Oxford (2016), l'ère de la post-vérité serait alors : « *Les circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles.* » On pense évidemment immédiatement à Donald Trump, qui conteste sans cesse les faits pour y opposer sa « *vérité alternative* », comme s'il vivait dans un monde parallèle allant magiquement dans le sens de ses intérêts (et de celui de ses électeur-ices...), dans lequel il convie ses supporters comme un animateur de télé-réalité clownesque. Un monde magique où le réchauffement climatique n'existerait pas par exemple...

Mais vérité et politique ne font pas toujours bon ménage, l'histoire nous le montre. En quoi ce phénomène serait-il particulièrement récent, puisque l'expression suggère que nous serions rentrés dans une nouvelle ère ?

Selon la plupart des analyses, ce serait l'avènement d'Internet et des réseaux sociaux qui aurait facilité et amplifié ce phénomène : avant l'information était donnée seulement par les journalistes, maintenant n'importe qui peut publier et partager des infos (y compris erronées...) à une vitesse dépassant l'entendement. La méfiance grandissante envers les médias traditionnels, jugés complices du pouvoir, participe au phénomène.

Par ailleurs, le mécanisme des « bulles » créé par les algorithmes des réseaux sociaux, fait que l'internaute sera souvent enfermé-e effectivement dans un monde alternatif où tout le monde est d'accord avec lui ou elle et va dans son sens. Il est dès lors très facile de perdre pied avec la réalité. L'intelligence artificielle le facilite également, en permettant de créer des images (photos, vidéos) fausses d'un réalisme bluffant.

Par exemple, Elon Musk a posté durant les dernières élections américaines une image de Kamala Harris en uniforme communiste générée par son intelligence artificielle Grok sur son réseau social X, dans l'objectif évident de la discréditer. C'est faux ? Ce n'est pas grave ! Tant que

c'est efficace et que les gens ont envie d'y croire... Son objectif, selon les analyses de l'émission « *Le dessous des images* » d'Arte, serait ainsi de saturer Internet avec des images qui n'ont plus de prise avec le réel, afin d'influencer l'opinion publique. Et au vu des derniers résultats électoraux, cela fonctionne à merveille !

Alors que faire ? Les participant-es de notre café citoyen se demandent : quelle confiance accorder aux informations diffusées sur Internet, aux médias, aux politicien-nes, à la science ? Comment s'y retrouver dans ce labyrinthe de vrai et de faux ? Comment lutter contre la désinformation sur le net ?

Lutter contre la désinformation

Afin de nous aider, voici quelques pistes individuelles suggérées par François Debras, docteur en sciences politiques et sociales, dans son émission *PopEx* :

1. Vérifier la source de l'information, à savoir : le site, l'auteur et son degré d'expertise sur le thème en question, la date de l'information ;
2. Vérifier s'il y a un peer review (c'est-à-dire une revue par les pairs, une relecture par d'autres expert-es du domaine) ;
3. Se questionner sur le but, l'objectif de l'auteur ;
4. Analyser l'image le cas échéant et sa crédibilité (par exemple, pour le moment l'intelligence artificielle n'est pas très bonne pour faire des mains, et parfois on voit des incohérences dans les détails, mais elle s'améliore sans cesse...);

5. Lire tout l'article, et pas seulement le titre ;

6. Regarder les références ;

7. Recouper les sources ;

8. Signaler les fake news.

Lutter contre la désinformation, c'est adopter une posture critique, cultiver le questionnement, le doute actif. Des valeurs chères à l'éducation permanente !

Mais un participant nous le rappelle : attention à ne pas tomber dans le complotisme, qui joue sur cette volonté d'être critique. Les complotistes auront ainsi tendance à remettre en question tout ce qui est écrit dans les médias ou affirmé par la science, en supputant des objectifs sombres et cachés aux auteurs, souvent impossibles à démentir. Les complotistes auront alors l'impression d'être « *plus intelligents que la masse* » qui « *suit bêtement le troupeau sans réfléchir* ». Alors qu'en réalité, souvent ces théories du complot sont créées et diffusées afin précisément de manipuler l'audience pour la pousser à agir en leur faveur (élections, consommation, etc.) L'esprit critique doit également s'attaquer aux théories du complot !

Reconnaître notre faillibilité

Il nous faut cependant reconnaître que oui, comme le montre la position sceptique dont nous avons parlé au début de cet article, il nous est difficile d'accéder à la réalité « *pure* ». Ultimement,

nous choisissons toujours de faire confiance à quelqu'un ou quelque chose. Il y a alors deux alternatives : soit faire confiance en son expérience personnelle, quoi que d'autres en disent (ce qui revient à se replier sur son opinion...), soit faire confiance en une autorité extérieure (des « *experts* », un « *consensus scientifique* », un « *consensus journalistique* », etc.) Et malgré toutes nos précautions pour rechercher la vérité, rien que la vérité, nous pouvons nous tromper. Avoir l'humilité de le reconnaître, de constater la faillibilité de notre connaissance, c'est peut-être finalement ce qui nous permettra de réinstaurer un vrai débat public, où l'on est prêts à écouter l'autre et à faire évoluer notre opinion tout en restant critiques, dira un participant. Si cette posture pouvait permettre de réinstaurer un dialogue sain et constructif entre des groupes que tout oppose, étant donné l'extrême polarisation de la société aujourd'hui, ce serait merveilleux... Car le plus grand danger ne serait-il pas qu'on cesse de se parler, de se fréquenter, annihilant ainsi toute forme d'empathie avec le dénommé « *autre* » ?

Recréer un lieu de vrai débat public, c'est là l'objectif de nos cafés citoyens à la Vallée. Toi qui lis cet article, sois le ou la bienvenu-e !

Pour aller plus loin...

Envie de continuer à creuser le sujet ? Voici une sélection (non-exhaustive) d'outils pour approfondir nos connaissances, seul-e ou en collectif.

Outils pédagogiques



Un escape game pour se dépolluer des idées d'extrême-droite

Une production 2023 de la cellule diversité de la FEC. Infos et manuel pédagogique sur demande en écrivant à diversite@fecasbl.be



Écoles, asbl, délégations syndicales, lieux de travail, organismes d'éducation permanente... Cet escape game a fait ses preuves pour se « dépolluer » de manière ludique des idées nauséabondes d'extrême-droite. A utiliser avec des groupes de petite taille (3-4 personnes) comme avec de grands groupes (200 personnes).

Notons au passage que cet outil s'est vu décerner le 3ème prix de la société civile du Comité économique et social européen (CESE) sur la lutte contre la polarisation néfaste dans la société européenne.

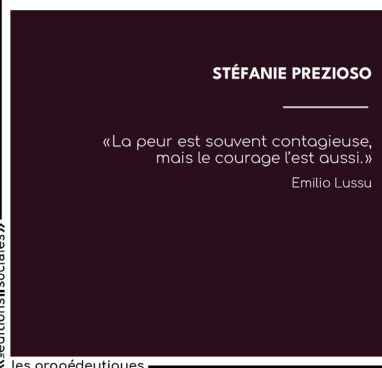
Avec l'extrême droite, la cible, c'est toi !

Cet outil de l'asbl La Cible veut proposer une série d'activités permettant d'analyser le message politique et les conséquences qu'il peut avoir sur notre quotidien. Au-delà de combattre l'extrême droite dans les urnes, il ne faut pas la laisser s'emparer du terrain des idées.

Plus d'infos sur lacible.be
ou info@lacible.be

Livre

DÉCOUVRIR L'ANTI FASCISME



Découvrir l'antifascisme, publié aux Éditions Sociales (2025).

Podcast



Découvrir l'antifascisme

Alors que l'extrême droite est au pouvoir dans de nombreux pays, la bannière de l'antifascisme semble au mieux reléguée à une condamnation morale abstraite ou à une vieilleries incantatoire. Faire découvrir l'antifascisme suppose ainsi de l'arracher au conformisme. C'est le pari que fait Stéfanie Prezioso – historienne, spécialiste du fascisme et de l'antifascisme –, qui redonne voix aux militant-es et les sort du formol dans lequel les a plongés l'historiographie. Elle donne à comprendre l'antifascisme comme il a été entendu et conçu par ses acteurs, en particulier dans l'entre-deux-guerres, et rend justice à la diversité de leurs traditions politiques (Gramsci, Pankhurst, Zetkin, Reich, Trotsky, Pivert, Guérin, Goldman, etc.)

PopEx : un podcast primé pour son engagement contre les discours extrêmes

Initié par François Debras à la suite d'une recherche financée par la Communauté française sur la perception de l'extrémisme chez les jeunes, le podcast *PopEx* a reçu le Prix du Podcast 2025, catégorie discussion avec « *Bas Les Masques* », décerné par le Kikk Festival et LVDT Audio. Disponible sur YouTube et Spotify.